



**Synthèse de la conférence**  
**« Les systèmes agricoles,**  
**entre champs de tension et lieux d'innovation »**  
du 06 décembre 2012 à Villefranche de Rouergue (12)

*La présente synthèse a été élaborée grâce aux notes écrites par les chercheurs rapporteurs des quatre ateliers et grâce aux réponses aux questionnaires données par les participants.*

Le pôle de compétences TOULOUSE AGRICAMPUS, en partenariat avec la Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de Midi-Pyrénées, a organisé une rencontre entre acteurs des territoires ruraux et chercheurs intitulée « Les systèmes agricoles, entre champs de tension et lieux d'innovation ».

### Objectifs des conférences

Cette première rencontre a eu pour but de recueillir et partager leurs points de vue sur les enjeux locaux dans le champ de l'agriculture et à identifier des pistes d'innovations qui constituent autant de leviers d'adaptation pour faire face aux défis globaux (changements climatiques et économiques, raréfaction des ressources naturelles) et locaux (par exemple autonomie fourragère et protéique des élevages et gestion de l'eau). Ces changements, dont les modalités d'action sont souvent incertaines, nécessitent d'imaginer et de développer des innovations techniques (diversification des productions...), organisationnelles (coopérations entre acteurs...) et économiques (circuits courts....) au niveau local, et ce de manière cohérente avec les directives ou les incitations définies par les pouvoirs publics.

Le but a donc été de révéler des objets et thématiques de recherche et d'études à conduire ainsi que d'éclairer l'action de la DRAAF dans la conduite de ses politiques publiques.

### Conférence du 06 décembre 2012

Rassemblant près de 90 acteurs du territoire concerné, cette conférence s'est tenue le 6 décembre 2012 à l'EPLEFPA (lycée agricole) de Villefranche-de-Rouergue (12). Le territoire sur lequel a porté la Conférence est le bassin versant de la rivière Aveyron, soit une grande partie du département de l'Aveyron incluant la partie Est du Tarn et Garonne. Ce territoire est à la fois une terre de traditions et une terre d'innovations.

En effet, la vallée de l'Aveyron dispose d'un fort patrimoine rural, qui se caractérise par une agriculture diversifiée (culture, élevage et polyculture-élevage), une pluralité de façons de produire (conventionnelles, agriculture biologique, etc.) et une variété de filières de transformation des produits au sein du territoire. Mais à l'image d'autres régions agricoles elle est soumise à des tensions croissantes et structurelles sur les ressources (eau, terres...), sur les modes de production (Plan Ecophyto) et les marchés (volatilité des prix).

Pour faire face à ces défis, différents types d'innovations techniques (les pratiques et les systèmes agricoles) mais aussi organisationnelles (les coopérations et coordinations entre acteurs) ont déjà vu le jour ou sont à imaginer pour lever des verrous, rechercher de l'autonomie, créer des marges de manœuvre dans ce territoire, et imaginer les voies de transition vers des systèmes innovants.

Quatre thèmes ont été discutés : l'eau, l'agriculture biologique et son appropriation par le territoire, la place de l'élevage dans les territoires ruraux, ainsi que les territoires ruraux et leur biodiversité.

Au vu de ces quatre thèmes très liés les uns aux autres, une approche transversale de l'analyse est importante.

Ces thématiques sont interdépendantes, mais n'ont toutefois pas le même statut et, de ce fait, sont perçues à des degrés différents par les acteurs des territoires.

Ce qui nous amène à aborder l'approche transversale dans un premier chapitre, puis l'approche thématique dans un second chapitre.

## I. Approche transversale

Les quatre thèmes proposés lors de cette matinée sont fortement interdépendants et interconnectés. Des traits communs ont été décelés entre eux.

Puis, à l'image de la globalité d'un territoire rural, les discussions ont permis d'aborder d'autres problématiques jugées importantes pour les acteurs locaux.

### Des traits communs aux thèmes étudiés

*(Compte tenu de l'interdépendance des thèmes, des redondances peuvent apparaître dans la suite de l'analyse, celles-ci sont toutefois nécessaires à la compréhension de cette synthèse.)*

L'agriculture est enserrée dans un monde économique et social plus large où elle n'est plus écoutée. Elle est également conditionnée par une réglementation toujours croissante sur le travail, l'environnement, les pratiques... Un véritable carcan créant parfois des impasses techniques (l'exemple de l'obligation de cultures intermédiaires en zones vulnérables a été donné).

Ces contraintes réglementaires sans contrepartie économique (de type rémunération des activités d'entretien du paysage) limitent, freinent voire bloquent les projets de développement et, pire, favorisent la disparition de certaines exploitations.

Même la gestion à l'échelle des départements n'apparaît pas adaptée pour la gestion des ressources naturelles et économiques ; celles-ci devraient être appréhendées à d'autres niveaux d'organisation comme le bassin versant ou le bassin économique.

Dans certains territoires ruraux, des phénomènes de déprise, de concentration et de spécialisation sont observés, dus à la crise économique et à la gestion des espaces confiée historiquement aux agriculteurs par les collectivités. Ils conduisent à des tensions entre des collectivités qui ont un projet de territoire et des stratégies individuelles patrimoniales et d'exploitation des espaces. Le sol est une ressource à protéger ! Ces tensions sont à relativiser du fait du sentiment de solidarité que ressentent les agriculteurs de la part des collectivités pour faire face aux aléas tels que la sécheresse.

Depuis une vingtaine d'années, nous assistons à une spécialisation des systèmes agricoles. Nous observons toutefois une récente diversification agricole qui pourrait aider à affronter les diverses crises. Reste que cette diversification demande de la main-d'œuvre... Or celle-ci s'est fortement réduite ces dernières années dans les exploitations agricoles.

Le problème de structuration des filières se pose aussi face à cette diversification, notamment à travers l'incompatibilité entre les grands groupes économiques et les initiatives locales. Ainsi, deux types de structures pourraient coexister : des grandes exploitations pour les filières de grandes tailles et des exploitations plus petites et diversifiées qui pourraient être insérées dans des filières inscrites dans le territoire.

Enfin, la nécessité de mieux communiquer et d'échanger entre acteurs sur et pour l'innovation a été largement soulignée. Le partage et l'amplification des bonnes expériences du territoire supposent de réinventer de nouvelles formes de coopération.

### Autres problématiques issues des discussions

Les agriculteurs ressentent la nécessité de s'agrandir pour faire progresser leur exploitation et se retrouvent confrontés à l'urbanisation croissante et à l'installation de néo-ruraux, ce qui conduit à de fortes tensions sur les terres disponibles. L'accès au foncier est donc difficile pour les porteurs de projet. Par ailleurs, notons que les projets ne sont pas toujours adaptés aux spécificités du territoire. Une certaine cohérence est à rechercher entre le territoire d'installation et les productions agricoles envisagées.

Les politiques publiques sont souvent perçues comme incohérentes et/ou peu capables de prendre en compte les réalités spécifiques du terrain. Une mise en œuvre et une coordination plus consensuelle des politiques publiques seraient profitables afin qu'elles fassent sens pour les acteurs. Par exemple, elles devraient fixer des objectifs de résultat à atteindre et non des moyens contraignants à mettre en œuvre.

La filière bois est insuffisamment valorisée alors qu'elle tient une place importante en Aveyron.

Dernier point mais pas des moindres, un besoin en formation et en revalorisation de la composante environnementale dans l'enseignement agronomique (EPLEFPA) s'est fait sentir.

## II. Approche thématique

### L'Eau, préoccupation majeure des acteurs ruraux

Cette thématique constitue l'une des plus fortes préoccupations des acteurs. Tous les participants à cette Conférence ont effectivement détecté une tension importante autour de cette question. L'Eau est ainsi devenue récemment un enjeu crucial pour le territoire, en termes quantitatifs plus que qualitatifs.

De fait, la qualité de l'eau n'apparaît pas vraiment en danger, des mesures précédentes ayant été prises pour limiter la pollution du bassin. En revanche, c'est du côté de la disponibilité de la ressource qu'apparaissent les craintes et les conflits.

En effet, en raison de l'explosion de la demande (domestique, agricole, et de plus en plus, touristique) et des effets ressentis du changement climatique, le territoire commence à connaître des besoins en eau et des problèmes de sécheresse inédits. A titre d'exemple, avec les sécheresses printanières et automnales, les éleveurs subissent de plein fouet ce manque d'eau et cherchent désormais à sécuriser l'alimentation de leurs animaux via l'irrigation. Malheureusement, l'avenir montre que, dans les décennies à venir, l'eau disponible manquera tant pour assurer les couvertures végétales nécessaires à leur alimentation, que pour leur abreuvement.

A cela s'ajoutent des conflits entre usagers et agriculteurs. L'administration n'est bien sûr pas en reste avec l'obligation de mise en œuvre de nouvelles réglementations environnementales, avivant un peu plus chaque fois les tensions existantes. Les freins concernent donc la pluralité d'acteurs impliqués : les gestionnaires, les utilisateurs, les usagers... ainsi que la complexité organisationnelle des instances gestionnaire de l'eau.

Dès lors, il ressort un certain nombre de questions : Quelle quantité et quelle qualité d'eau ? Pour qui ? Et dans quelles conditions ? Comment construire collectivement des adaptations et organiser au mieux la gestion concertée de la ressource en eau ?

Des innovations en guise de réponses ont été apportées lors de la matinée. Ainsi, le besoin d'un observatoire du territoire s'est fait ressentir, permettant d'analyser et de prendre en compte l'amont et l'aval du bassin versant de l'Aveyron. Cette instance pourrait être complétée par des « arènes de négociation » sur la gestion des ressources du territoire et ce, afin d'identifier et de répondre aux enjeux agricoles, mais pas seulement.

D'autres solutions concernent la formation ainsi que la Recherche et Développement. Il existe des enjeux de formation dans les structures d'enseignement agricole sur la gestion et la maîtrise des ressources naturelles, et de l'eau en particulier.

A propos de la Recherche et Développement, il a été relevé qu'il serait intéressant de mettre en œuvre des expérimentations et des animations dans des fermes de référence sur les systèmes les moins dépendants en eau et en intrants

Enfin, des innovations de plusieurs sortes concernant l'agriculture à proprement parler ont été suggérées :

- 1) Des innovations technologiques, telles que l'amélioration variétale.
- 2) Des innovations agronomiques, telles que le choix des cultures plus économes en eau et leur répartition spatiale au sein des exploitations et de l'ensemble des exploitations, l'utilisation de Bois Raméal Fragmenté (BFR) ou encore l'adoption de systèmes de production agricoles plus économes en eau ; il a été toutefois remarqué qu'il va être difficile de trouver plus économes que les systèmes d'élevage. Il faut donc concevoir des systèmes d'élevage plus économes soit en revisitant les objectifs de production des éleveurs (via une modification des aides de la PAC et une clarté des politiques publiques concernant le soutien de systèmes peu consommateurs en ressources), soit en élevant des races moins exigeantes en fourrages de qualité et/ou consommatrices de variétés fourragères plus économes en eau et plus résistantes à la sécheresse.
- 3) Des innovations organisationnelles, telles que l'échange de matières entre exploitations de grande culture et d'élevage.

Il est également nécessaire de s'organiser pour stocker l'eau et l'utiliser au moment nécessaire. La création de retenues et de lacs collinaires est souvent préconisée, mais elle pose des interrogations concernant d'éventuels problèmes environnementaux. Pour certains, elle produirait des impacts négatifs sur la biodiversité, quand, pour d'autres, elle serait génératrice de biosphères aveyronnaises. Ces pensées contradictoires engendrent alors des tensions entre les agriculteurs et les autres usagers. De plus, le dossier administratif est manifestement trop lourd et refroidit les quelques volontaires.

Une ultime solution, qui a été évoquée plutôt comme une menace, serait la diminution du nombre d'exploitations. Encore faut-il que l'effectif total de troupeaux baisse avec le nombre d'exploitations. Et que l'on accepte le risque d'une désertification accrue.

### L' élevage, secteur en danger

Les premières difficultés exprimées lors de cette matinée concernent les tensions avec le voisinage, et de plus en plus avec l'arrivée de néo-ruraux. Les « nuisances » des élevages sont de moins en moins acceptées : le chant du coq, les odeurs d'épandage, les porcheries... « Où faut-il produire les porcs ? » s'est même alarmé un acteur présent. Un grand besoin réside ainsi dans l'intégration sociale des éleveurs.

Parfois, il existe aussi des tensions entre éleveurs et céréaliers, dues à des différences de situation économique.

Les difficultés économiques sont donc également fortement présentes chez les éleveurs. Le travail n'est pas assez rémunérateur par rapport à la pénibilité qu'il occasionne. L'agrandissement pour la rentabilité économique est irrémédiable, posant alors des problèmes de difficiles retours sur investissement et d'intensification. Ces difficultés économiques sont amplifiées par d'autres facteurs. Le changement climatique contribue à la raréfaction des ressources naturelles et notamment l'eau ; la crise énergétique, quant à elle, contribue à l'augmentation des coûts des intrants et à la volatilité des prix des produits.

A cela s'ajoute la non prise en compte par l'Administration des efforts déjà produits par les éleveurs en plus de la réglementation, qu'elle soit contraignante (par exemple, mises aux normes coûteuses) ou incertaine (réallocation des aides PAC).

Deux autres problèmes majeurs ont été soulignés : le travail et la valorisation des produits. Les éleveurs restent sous pression de l'aval des filières bien qu'en Aveyron, celles-ci soient bien organisées (Roquefort, Aligot, Veau d'Aveyron et du Ségala, Fleur d'Aubrac). Ces filières participent à la dynamique et la construction de l'image du territoire, et donc à l'appropriation par les acteurs agricoles et non agricoles. De plus, certaines races ont davantage de succès que d'autres, ce qui est dû à un effet de mode d'organisation : celui-ci mériterait d'être amplifié.

L'image de l'Aveyron, véhiculée par les médias, demeure toutefois ancrée sur le traditionnel ce qui ne permet pas d'appréhender la haute technicité de certaines de ses productions agricoles.

L'enjeu est de maintenir et de conforter l'élevage en Aveyron. On observe une mutation rapide des exploitations d'élevage en grandes cultures, démontrant un certain danger pour celui-ci.

Des innovations tentant de répondre à cet enjeu ont été mises en exergue.

Concernant la réduction de la charge de travail, des pistes ont été avancées : l'entraide, le remplacement et la mutualisation via des CUMA ou autre développement d'infrastructures communes (bâtiment...).

Des systèmes d'élevage économiquement, socialement et environnementalement durables vont devoir être conçus. Ils devront être moins vulnérables à la variabilité climatique, plus autonomes en intrants et d'un point de vue décisionnel.

L'adoption de pratiques respectant les cahiers des charges des signes officiels de qualité favorise le lien avec le terroir (attention néanmoins à ce que les cahiers des charges soient suffisamment compatibles avec les pratiques actuelles pour ne pas dissuader les éleveurs).

De même, l'adoption et l'affichage de pratiques d'élevage respectueuses de l'environnement, comme le pastoralisme boisé, peuvent permettre l'obtention d'une marque, bénéfique à une plus-value sur le produit final.

Enfin, l'adoption d'un mode de commercialisation limitant les intermédiaires, de type circuits courts, est une solution envisageable. Bien qu'il ait été fait quelques réserves : manque de dynamiques collectives et contradiction entre le comportement réel du consommateur et les déclarations de principe du citoyen (exemple de l'échec de la mise en place des distributeurs de lait cru en Aveyron).

### L'Agriculture Biologique, un mode de production parmi d'autres

Le département de l'Aveyron est le deuxième département français en nombre d'hectares biologiques en 2012.

Outre l'Agriculture Biologique, il existe bon nombre de filières et de modèles de commercialisation différents sur le marché : circuits courts, veau d'Aveyron... Une légère tension subsiste sur la coexistence et l'acceptabilité réciproque entre ces modèles.



L'Agriculture Biologique revêt deux formes de pensées. La première est issue d'un choix idéologique ou éthique : ce mode de production provient d'une conviction de l'agriculteur. La seconde révèle un choix commercial : l'agriculteur l'utilise pour une partie ou la totalité de sa production, en vue de diversifier ses marchés.

En Aveyron, les agriculteurs engagés dans la conversion en « bio » étaient des agriculteurs déjà innovants, ils y voyaient un nouveau challenge.

Pour des participants à cette matinée, l'image positive de l'Agriculture Biologique serait plus associée au marketing national qu'à une justification locale de l'appellation, au vu des pratiques effectives pas toujours biologiques pour certaines.

Il existe un vrai problème de légitimité de l'Agriculture Biologique. Ceci permet un potentiel important pour le développement du « bio » et des autres formes d'agriculture « propres » comme l'agriculture raisonnée.

L'Agriculture Biologique est un mode de production parmi d'autres, et non une solution pour l'ensemble des exploitations. En somme, elle peut être vue comme un réservoir de solutions techniques dont peuvent s'inspirer les autres agricultures.

L'enjeu réside dans la nécessité de faire connaître et reconnaître ces différentes formes d'agriculture auprès du consommateur et de favoriser les échanges entre ces types d'agricultures afin d'assurer leur développement. Le décloisonnement des modes de production plutôt que leur opposition est à rechercher.

Pour cela, il faut compléter les dispositifs d'accompagnement : il manque des accompagnements au niveau local, dans les territoires et pour l'expérimentation, de manière à incorporer l'innovation dans les pratiques et les marchés.

Il est important également d'accompagner les innovations émergeant d'initiatives locales pour les aider à se diffuser, et ce en impliquant les acteurs locaux.

En terme d'innovation, les demandes des agriculteurs portent sur la technicité (des pratiques culturales de désherbage mécanique à la gestion des rotations), la socialisation (favoriser l'échange et la mise en réseau entre producteurs, développer l'insertion sociale dans les exploitations de maraîchage biologique, faciliter l'installation en « bio » sur le plan foncier et financier) et la commercialisation (développer des débouchés stables pour les produits issus de l'Agriculture Biologique comme la restauration collective dans les collectivités territoriales ou les écoles).

### **La biodiversité, nécessité citoyenne et contrainte réglementaire agricole**

L'une des premières tensions évoquées concerne la mise en œuvre des Trames vertes et bleues vécues comme contraignantes, alors que les Mesures Agro-environnementales (MAE) semblent plus adaptées, à l'exception peut être de Natura 2000. Il paraît évident que la biodiversité est un facteur de tension à partir du moment où elle est seulement envisagée comme une charge économique, sans rémunération compensatrice.

La protection des milieux est considérée comme une nécessité citoyenne mais également comme une contrainte forte pour les agriculteurs, destinataires de réglementations astreignantes.



Les agriculteurs sont la cible d'incompréhensions de la part des autres usagers des ressources de la biodiversité. Paradoxalement, les acteurs d'un atelier de la Conférence Territoriale étaient tous unanimes : l'élevage participe grandement au maintien de la biodiversité.

Longtemps, la biodiversité a été reniée et oubliée. Reniée, elle a subi l'intensification agricole au travers des arrachages de haies dont la perte des services est désormais reconnue (protection de l'érosion). Oubliée, elle a supporté la sélection raciale et variétale ; les anciennes races et variétés reviennent au goût du jour grâce aux initiatives de petits collectifs qui mériteraient d'être soutenues. Les systèmes de culture et d'élevage ont été simplifiés et spécialisés ; une plus grande diversité pourrait être source de bénéfices mais il y a un manque de référentiels.

L'une des innovations possibles serait la promotion du développement des biodiversités reniées et oubliées. La promotion de la biodiversité « contrainte » serait également à réviser, grâce notamment à une mise en œuvre et à une coordination plus consensuelle des politiques publiques, afin que celles-ci aient un sens pour les acteurs.

Des demandes de recherche ont été exprimées par les acteurs présents :

- Quels sont les indicateurs qui permettent de caractériser des pratiques agricoles favorisant ou maintenant la biodiversité ? Quels sont les liens entre pratiques et biodiversité ?
- Quelle est la biodiversité du sol et quels services supportent la production agricole ? Cette dernière question démontre qu'il existe de nombreuses lacunes et un gros potentiel d'innovation sur la vie et la dynamique des sols.

Pour conclure, il a été dit qu'une agriculture vivante est le premier garant de la biodiversité : il faut donc les penser en synergie et non en opposition.

## Tableau récapitulatif

Type d'acteurs concernés	Constat	Innovations possibles	Domaine
Thèmes divers			
Acteurs du territoire, Agriculteurs, Chercheurs	Agriculture conditionnée par une réglementation toujours croissante sur le travail, l'environnement, les pratiques(...) Un véritable carcan créant parfois des impasses techniques... Contraintes réglementaires sans contrepartie économique	« Comment mettre en œuvre et coordonner de façon plus consensuelle les politiques publiques afin qu'elles fassent sens pour les acteurs ? »	Recherche (Politiques publiques)
DRAAF	Gestion à l'échelle des départements non adaptée pour la gestion des ressources naturelles et économiques	Appréhension à d'autres niveaux d'organisation comme le bassin versant ou le bassin économique	Expertise (Ressources naturelles et économiques)
DRAAF	Problème de structuration des filières	Coexistence de deux types de structures : grands groupes économiques pour filières de grandes tailles et exploitations plus petites et diversifiées pour filières inscrites dans le territoire	Expertise (Filières)
Agriculteurs, DRAAF, Néo-ruraux	Urbanisation croissante : problème d'accès au foncier et conflits avec l'installation de néo-ruraux	/	Expertise (Foncier)
Acteurs de la filière Bois, DRAAF	Place importante de la filière Bois en Aveyron	Valorisation de la filière Bois	Expertise (Bois)
Eau			
Acteurs du territoire, DRAAF	Besoin d'analyse et de prise en compte de l'amont et l'aval du bassin versant de l'Aveyron	Création d'un observatoire du territoire et d'arènes de négociation sur la gestion des ressources afin d'identifier et de répondre notamment aux enjeux agricoles	Expertise

Étudiants, Lycées agricoles	Manque de formation sur les ressources naturelles et l'eau	Développement à titre expérimental d'une offre de formation spécialisée sur la maîtrise et gestion des ressources naturelles, notamment de l'eau	Formation
Agriculteurs, Lycées agricoles		Mise en œuvre d'expérimentations et d'animations dans des fermes de référence sur les systèmes les moins dépendant en eau et en intrants	Formation
Chercheurs, Gestionnaires, utilisateurs et usagers de l'eau	Manque d'eau, conflits entre administration, usagers et agriculteurs, pluralité d'acteurs, complexité organisationnelle	« Quelle quantité et qualité d'eau ? Pour qui ? Et dans quelles conditions ? Comment construire collectivement des adaptations et organiser au mieux la gestion concertée de la ressource en eau ? »	Recherche
Agriculteurs, Chercheurs		Innovation technologique : amélioration variétale pour plus d'économie d'eau	Recherche
Agriculteurs, Chercheurs		Innovations agronomiques : choix des cultures plus économes en eau et leur répartition spatiale, utilisation de BFR, adoption de systèmes de production agricoles plus économes en eau	Recherche
Agriculteurs, DRAAF		Innovations organisationnelles : échange de matières entre exploitations de grandes cultures et d'élevage	Expertise
Agriculteurs, Acteurs de l'Environnement Chercheurs	Besoin de stockage en eau ; interrogations environnementales et administratives posées par les lacs collinaires	Lacs collinaires : - régime statutaire et contraintes administratives - pertinence de la création des lacs collinaires (vis à vis de la biodiversité par exemple)	Recherche

Élevage			
Agriculteurs, Chercheurs	Conflits avec le voisinage et notamment avec l'arrivée de néo-ruraux	Intégration sociale des agriculteurs (éleveurs)	Recherche
Département Aveyron DRAAF		Redorer l'image de l'Aveyron : afficher une image High Tech plus que traditionnelle	Expertise
Agriculteurs, DIRECCTE, DRAAF,	Charge de travail importante	Entraide, remplacement et mutualisation via des CUMA ou autre développement d'infrastructures communes	Expertise
Agriculteurs, Chercheurs	Difficultés économiques, changements climatiques, non prise en compte par l'Administration des efforts produits par les éleveurs, réglementation contraignante ou incertaine	Des systèmes d'élevage économiquement, socialement, et environnementalement durables vont devoir être conçus. Ils devront être moins vulnérables à la variabilité climatique, plus autonomes en intrants et d'un point de vue décisionnel	Recherche
Agriculteurs, DRAAF	Besoin d'un maintien de l'élevage en Aveyron	Adoption de signes officiels de qualité, adoption et affichage de pratiques d'élevage respectueuses de l'environnement, adoption de modes de commercialisation limitant les intermédiaires	Expertise
Agriculture biologique			
Agriculteurs, Chercheurs, Consommateurs	Manque de légitimité de l'agriculture biologique ;	Comment faire connaître et reconnaître les différentes formes d'agriculture auprès du consommateur ? Comment favoriser les échanges entre ces types d'agricultures afin d'assurer leur développement ? (décloisonnement des modes de production)	Recherche

Agriculteurs, Acteurs d'innovations locales Chercheurs		Comment accompagner des innovations émergeant d'initiatives locales pour les aider à se répandre en impliquant les acteurs locaux ?	Recherche
Agriculteurs, DRAAF	Agriculture biologique : mode de production parmi d'autres ; cloisonnement des modes de production	« En somme, l'agriculture biologique peut être vue comme un réservoir de solutions techniques dont peuvent s'inspirer les autres agricultures. » = possibilité d'écriture d'un guide de ces solutions techniques à l'usage des agriculteurs	Expertise
Agriculteurs, Chercheurs, DRAAF		Demande d'innovation en terme de technicité, de socialisation et de commercialisation	Recherche et Expertise
Biodiversité			
Agriculteurs, Acteurs de l'Environnement, Acteurs du territoire DRAAF	Protection des milieux : nécessité citoyenne mais contrainte forte pour les agriculteurs	Promotion du développement des biodiversités reniées et oubliées. La promotion de la biodiversité « contrainte » serait également à réviser, grâce notamment à une mise en œuvre et une coordination plus consensuelle des politiques publiques, afin que celles-ci aient un sens pour les acteurs	Expertise
Agriculteurs, Chercheurs	Manque de référentiels	Quels sont les indicateurs qui permettent de caractériser des pratiques agricoles favorisant ou maintenant la biodiversité ? Quels sont les liens entre pratiques et biodiversité ?	Recherche
Agriculteurs, Chercheurs	Nombreuses lacunes et gros potentiel d'innovation sur la vie et la dynamique des sols	Quelle est la biodiversité du sol et quels services supportent la production agricole ?	Recherche



**N'oubliez pas que ce débat continue sur Internet !**

**[www.pagesvertes-carter.net](http://www.pagesvertes-carter.net)**

(Espace de disputes => Suite des Conférences Territoriales)



**TOULOUSE AGRI CAMPUS**  
[www.toulouseagricampus.fr](http://www.toulouseagricampus.fr)

Complexe agricole - 2 route de Narbonne BP 22687  
Auzeville Tolosane - 31326 CASTANET TOLOSAN CEDEX